

Water and Sustainable Development in Africa:

Regional Stakeholders' Conference for Priority Setting

L'Eau et le Développement Durable en Afrique:

Conférence Régionale des Partenaires pour la Définition des Priorités

Conference Executive Summary and Accra Declaration Rapport de la Conférence et Déclaration d'Accra

Accra, Ghana 15–17 April 2002

Accra, Ghana 15–17 Avril 2002

FINAL DRAFT

Africa Water Task Force & Local Organizing Committee



Historique

La Conférence d'Accra sur l'Eau a été organisée à la lumière d'un certain nombre d'initiatives internationales dans le secteur de l'eau. Il s'agit notamment de l'adoption des Principes de Dublin et de Rio en 1992 et de l'adoption de la Vision Africaine de l'Eau pour 2025 au cours du Deuxième Forum Mondial sur l'Eau qui s'est tenu à la Haye—Pays-Bas en 2000.

Entre temps, deux événements internationaux étaient prévus pour l'avenir (Le Sommet Mondial sur le Développement Durable et le Troisième Forum Mondial de l'Eau) qui exigent que l'Afrique adopte une voie et une position communes en ce qui concerne l'eau. Il n'y avait cependant aucune structure collective pareille. Par conséquent, en Septembre 2002, sous l'égide de la Banque Africaine de Développement, des représentants de plus de 20 organisations régionales et internationales intervenant dans le domaine de l'eau se sont réunis à Abidjan en Côte d'Ivoire. L'objectif premier de cette rencontre était de promouvoir la collaboration entre les différentes organisations de manière à promouvoir l'harmonie, la coordination et partant, une utilisation efficace des ressources.

Reconnaissant l'urgence d'une intervention immédiate, il a été décidé lors de la réunion d'Accra qu'une **Equipe Spéciale Africaine de l'Eau** soit mise en place pour aider à définir et à harmoniser les positions et programmes africains pour les deux événements internationaux prévus. Il a été également décidé d'organiser dans un premier temps et dans la même optique, une conférence des Partenaires.

Après le lancement de l'initiative—NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique), il a été décidé que ladite conférence des Partenaires soit utilisée comme une plate-forme pour faire valoir le rôle que l'eau peut jouer dans la réalisation des objectifs du NEPAD.

Cette conférence s'est donc tenue à Accra du 15 au 17 Avril 2002 avec l'appui financier du Gouvernement des Pays-Bas. Les discussions étaient entre autres centrées sur les deux questions suivantes :

- Comment utiliser les ressources en eau en vue de la réalisation des objectifs d'atténuation de la pauvreté et du développement durable en Afrique ?
- Comment faire en sorte que les problèmes liés à l'eau ne minent pas le développement durable de l'Afrique et la réalisation des objectifs du NEPAD en particulier, mais constituent un outil pour l'intégration régionale.

L'Equipe Spéciale salue Son Excellence Monsieur John. A. Kufuor, Président de la République du Ghana pour avoir trouvé le temps, non seulement pour ouvrir officiellement la Conférence mais aussi pour partager avec les participants, quelques idées sur le secteur de l'eau y compris la triste réalité selon laquelle le continent serait à la merci des dangers liés à l'excès et la pénurie de l'eau.

La Conférence d'Accra sur l'Eau a, en outre eu le privilège de la présence de son Altesse Royale le Prince des Pays-Bas—Prince Willem Alexander qui a présenté un rapport intitulé ***Pas d'Avenir Sans Eau*** : communication sur l'eau destinée à Johannesburg, la dernière version de sa contribution au Groupe d'Experts du Secrétaire-Général des Nations-Unies. Selon le Prince Royal, la Crise Mondiale de l'Eau est une crise de gestion et non une crise de pénurie.

L'Equipe Spéciale remercie le Docteur Salim Ahmed Salim (Ancien Secrétaire-Général de l'Organisation de l'Unité Africaine—OUA) pour avoir accepté son invitation à aider l'Afrique en qualité d'Ambassadeur de l'Eau. La Conférence d'Accra (AMCOW) est par ailleurs convaincue qu'elle saisira l'opportunité d'utiliser les services de cet auguste fils de l'Afrique pour plaider la cause du secteur de l'eau, non seulement sur le plan international mais aussi à l'intérieur des systèmes politiques du continent.

OBJECTIFS PREMIERS

Des objectifs premiers de l'Equipe Spéciale sur l'Eau consistent entre autres à :

1. Entamer un processus de sensibilisation des responsables politiques et des experts du développement d'Afrique sur le rôle central de l'eau dans le développement durable;
2. Identifier le rôle positif que l'eau peut jouer dans la poursuite des objectifs du NEPAD;
3. Convenir sur les priorités en matière de la mise en valeur de l'eau en Afrique;
4. Convenir sur un Programme d'Action concret;
5. Elaborer un plan pour la mobilisation des ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre des plans d'action.

PARTICIPATION

Plus de **200 participants** venus de **42 Pays Africains** y compris six Ministres Africains de l'eau ont pris part à la conférence. Il s'agissait entre autres de responsables politiques, de représentants des ONG, des Universités et des Institutions de Recherche, des Organisations Riveraines et Internationales intervenant dans le secteur de l'eau y compris, International Water Management Institute (IWMI), le Partenariat Global pour l'Eau (GWP), Organisation pour l'Alimentation et Agriculture (FAO), Conseil Mondiale de l'Eau, Banque Africaine de Développement, la Banque Mondiale, etc. ainsi que des Bailleurs de fonds bilatéraux dont le Gouvernement Néerlandais, le Département pour le Développement International—DfID, UK, le Ministère Français des Affaires Etrangères et la Commission Européenne, etc.

LES RESULTATS DE LA CONFERENCE

Le plus important résultat de la conférence était la **Déclaration d'Accra** basée sur les problèmes et les questions identifiés dans le secteur de l'eau en Afrique ainsi que sur les recommandations portant élaboration de plans d'action efficaces pour résoudre ces problèmes.

Un document de position préparé par l'Equipe Spéciale a servi de base pour les discussions de la conférence. Le document a mis l'accent sur le rôle important que l'eau peut jouer dans la réalisation des objectifs du NEPAD. A cet égard, les conclusions de la conférence sont basées sur six thèmes clairement identifiés dans le document de position et examinés dans des groupes de travail :

L'Eau, la Sécurité Alimentaire, l'Environnement et le Commerce

Un lien étroit existe entre la disponibilité de l'eau et la sécurité alimentaire d'où la nécessité d'élaborer des programmes susceptibles de faire en sorte que l'eau puisse être disponible en quantité suffisante pour augmenter la production alimentaire.

- Des efforts doivent être faits en vue de renforcer les capacités des institutions de recherche ainsi que le partenariat entre le secteur privé et le Gouvernement dans le domaine de l'eau, la sécurité alimentaire, l'environnement et le commerce.
- Dans le cadre du NEPAD, établir un mécanisme pour scruter les concession pour les négociations du Organisation Mondiale du Commerce (OMC).
- Un acces meilleur aux informations concenant les marchés pour les agriculteurs.

Les Changements Climatiques et les Catastrophes Naturelles

L'Afrique est très vulnérable à des changements climatiques provoqués par des activités qui se produisent en dehors du continent. Les tendances actuelles démontrent une plus grande variabilité dans la région.

- Il est donc nécessaire de renforcer les capacités des pays respectifs dans les domaines de l'intervention en cas d'urgence, de la gestion et l'atténuation des catastrophes naturelles.
- Les investissements futurs dans les infrastructures de stockage d'eau de grande envergure doivent tenir compte de l'incidence croissante d'événements extrêmes (inondations et sécheresses) et doivent être conçus de façon à permettre de mitiger les effets de ces catastrophes (systèmes de contrôle de l'inondation).

La Gestion des Ressources d'eau Communes

La grande partie des ressources de l'Afrique est constituée de fleuves, de lacs, de nappes aquifères à caractère international (ou transfrontalier). L'eau ne devrait donc pas être une source de conflit mais plutôt une source d'intégration régionale, donc :

- Un guide présentant la synthèse des diverses options disponibles et des meilleurs modèles actuels de mise en valeur et de gestion des bassins communs devrait être élaboré.
- Les états-membres devraient étudier la possibilité de mettre en place au niveau des bassins communs, des organisations riveraines au cas où ceci ferait défaut. Toutes les organisations riveraines devraient faire l'objet d'une étude diagnostique de leurs capacités institutionnelles dans le but d'identifier les problèmes et les contraintes auxquels elles sont confrontées.

L'Eau, la Pauvreté et la Santé

L'Afrique a comparativement le plus faible pourcentage en matière d'accessibilité de l'eau et des services d'assainissement alors qu'un meilleur accès équitable et durable à l'eau et à l'assainissement permet d'améliorer les conditions de vie et de réduire la pauvreté.

- Il est nécessaire de veiller à l'efficacité des investissements étant donné que la plupart des services sociaux de l'Afrique n'arrivent pas à prouver leur viabilité financière.
- Avant d'entamer le dialogue pour l'assistance financière, les Gouvernements Africains devraient faire des efforts pour encourager l'autonomie et le respect

des normes conventionnelles au niveau des services de l'eau et de l'assainissement.

- Les communautés locales doivent être encouragées de prendre l'initiative de gérer leurs ressources en eau, et de faire les choix nécessaires pour gérer leurs propres services.

Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) et Utilisation Rationnelle de l'Eau (Sagesse en matière d'Eau)

L'eau doit être prise dans le sens général du mot en tenant compte de tous les sous-secteurs de la ressource y compris l'approvisionnement d'eau et l'assainissement, l'irrigation, la production de l'énergie hydroélectrique, etc. Il y a donc un besoin urgent de mener une campagne de sensibilisation vigoureuse sur les questions relatives à l'eau.

- Etablir le dialogue entre les pays et à l'intérieur des pays ;
- Utiliser les médias pour disséminer l'information sur la GIRE ;
- Renforcer les connaissances des experts dans le domaine de la GIRE.

Financement des Infrastructures Hydrauliques

L'eau est en même temps un bien social et un besoin essentiel pour la vie qui doit être fourni à des coûts abordables, et d'autre part, un bien économique qui doit être apprécié à sa juste valeur et utilisée de façon efficace et optimale. Les prestataires des services d'eau devraient viser la viabilité financière de leur entreprise en faisant payer à ceux qui peuvent se le permettre, le coût total des services avec des dispositions transparentes de subventions venant du denier public pour prendre en charge le coût supplémentaire des services destinés aux pauvres.

- Les dirigeants africains devraient accorder une place prioritaire au financement des infrastructures hydrauliques ;
- Il y a un besoin d'établir un dispositif financier africain de l'eau pour soutenir les investissements dédiés à la gestion des ressources en eau et les services relatifs à l'approvisionnement en eau en Afrique dans le cadre du NEPAD. La Banque Africaine de Développement (BAD) devrait fournir l'appui technique nécessaire à la mise en place d'un tel dispositif et en assurer la gestion.

PAS D'AVENIR SANS EAU

Dans le cadre des préparatifs du Sommet Mondial pour le Développement Durable, le Secrétaire-Général des Nations-Unies a désigné le Prince d'Orange—Prince Willem

Alexander—comme l'une des personnes éminentes de son groupe de travail. A cet égard, la conférence a eu l'occasion d'examiner et de se prononcer sur le rapport du Prince d'Orange, intitulé ***Pas d'Avenir Sans Eau***.

Les participants à la conférence ont apprécié l'honneur qui leur a été fait de faire des commentaires sur ledit document. Ils ont remercié le Prince pour les efforts qu'il a fourni en vue de placer l'Eau en haut du programme du Sommet Mondial pour le Développement Durable prévu pour Johannesburg en août 2002.

Pour les participants à la conférence, le rapport ***Pas d'Avenir Sans Eau*** est une contribution très précieuse et utile, susceptible d'augmenter le niveau de prise de conscience des questions de l'eau lors du Sommet Mondial de Johannesburg et après.

La conférence a particulièrement proposé que soit inclus dans le rapport du Prince, un **Chapitre Africain** avec les points suivants :

- Une introduction basée sur le Document de Position Africaine mentionné plus haut ;
- Une référence au NEPAD par rapport et au développement durable ;
- Des extraits des délibérations de la conférence ;
- Des recommandations conformes aux conclusions de la conférence.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Les participants étaient satisfaits que la Vision Africaine de L'Eau à proposé un cadre capable de guider le développement des ressources en eau en Afrique, et que les buts de la Vision doivent être poursuivies avec urgence. L'Equipe Spéciale a été mandatée à continuer la coordination de la participation de l'Afrique dans les événements mondiaux prévus pour l'avenir y compris le Sommet de Johannesburg et le Troisième Forum Mondial de l'Eau. Les participants étaient également satisfaits de leur rôle et des résultats de l'Equipe Spéciale. Ils soutiennent l'existence continue afin de promouvoir la collaboration et le partenariat sur le continent, dans le but de définir un agenda Africain pour l'eau dans le cadre du NEPAD.

L'Equipe Spéciale de l'Eau a déjà commencé les préparatifs en vue du Sommet de Johannesburg. Elle a pris des dispositions en vue de la création d'un *Water Dome* (www.waterdome.net) pour le Sommet avec un "Village Africain de l'Eau". Elle a en outre entamé des démarches en vue du Troisième Forum Mondial de l'Eau.

Declaration d'Accra sur l'Eau et le Développement Durable

PREAMBULE

L'Eau c'est la vie! Sans eau il n'y a pas d'avenir.

L'eau est source de vie et de développement. L'utilisation et la protection de cette précieuse ressource doivent être à la base de la redynamisation de l'Afrique et de la réalisation de tous les objectifs visés par les Chefs d'Etat Africains dans la Déclaration du Millénaire 2000. Les négociations de l'Organisation Mondiale du Commerce à Doha et le Protocole de Monterey à la Conférence du Financement pour le Développement constituent une plate-forme économique sur laquelle peut s'appuyer un développement durable. Et pourtant, l'Afrique risque toujours d'être marginalisée dans un monde en voie de globalisation.

Les dirigeants africains sont convaincus que l'Afrique peut vaincre la pauvreté et se libérer des "pièges de développement" qui la confinent dans un cercle vicieux de sous-développement, de conflit et de misère. Le Nouveau Partenariat pour le Développement Africain (NEPAD) est une initiative courageuse dont le succès dépendra de la mise en oeuvre de toutes les ressources humaines, économiques, technologiques et naturelles du continent.

La Vision Africaine de l'Eau est le résultat d'initiative visant à promouvoir le développement durable et à créer des cadres d'action pour le développement, la gestion et la protection de l'eau. Cette vision a jeté les bases à partir desquelles ces défis pourront être relevés.

Nous, représentants de Gouvernements, d'organisations internationales, continentales et régionales de l'Afrique aussi bien que membres de la société civile, experts en matière de l'eau et partenaires venus d'autres régions du monde, nous sommes réunis à Accra, au Ghana pour assurer que l'eau puisse aider l'Afrique à atteindre ces objectifs de développement durable. Le NEPAD offre une occasion importante pour ce faire.

Nous avons examiné le rôle de l'eau dans l'atténuation de la pauvreté y compris la sécurité alimentaire et la santé ; les défis posés par les changements climatiques et la gestion des catastrophes ainsi que la nécessité d'une gestion intégrée de l'eau dans les bassins nationaux et transfrontaliers. Nous avons en outre examiné les défis du financement, les interventions requises, de même que le contexte commercial et économique actuel.

Nous avons examiné le document intitulé "Pas d'Avenir Sans Eau", une contribution du Prince d'Orange dont l'expertise en matière de développement durable a été sollicitée par le Secrétaire-Général des Nations Unies. Nous avons fait des commentaires sur les aspects du document qui selon nous seront des contributions utiles et précieuses pour le Sommet de Johannesburg sur le Développement Durable en harmonie avec la présente déclaration.

LA DECLARATION : l'eau peut faire la différence dans le développement de l'Afrique !

Nous avons conclu que l'eau peut faire une immense différence dans le développement de l'Afrique si seulement elle est gérée et utilisée de façon judicieuse. Cet objectif peut être atteint grâce aux mesures suivantes :

- L'amélioration des services d'approvisionnement d'eau et d'assainissement,
- L'utilisation de l'eau pour assurer la sécurité alimentaire et la génération de revenus,
- La gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) des bassins nationaux et transfrontaliers ;
- La prévention, la réduction et la gestion des catastrophes liées à l'eau,
- La responsabilisation et le renforcement des capacités dans le but de promouvoir l'équité et l'équilibre des genres,
- Une gestion de l'eau et des politiques qui tiennent compte des besoins des pauvres, toutes ces mesures étant conçues de manière à protéger l'environnement naturel.

Des programmes d'action spécifiques sont nécessaires pour faire en sorte que la proportion de la population africaine n'ayant pas accès aux services essentiels d'eau et d'assainissement soit réduite de 75% d'ici l'an 2015 et de 95% d'ici 2025.

L'aménagement de l'eau peut également aider de façon considérable dans la réalisation de l'objectif visant à réduire de moitié le nombre de personnes mal nourries d'ici 2015. L'utilisation efficace et durable des ressources en eau limitées ; l'application appropriée de la science et de la technologie ; l'investissements au niveau

régional dans les domaines de l'agriculture irriguée et de l'aquaculture doivent se focaliser aussi bien sur le développement économique et la génération de revenus que sur l'auto-suffisance alimentaire. Les opportunités de commerce sur le plan local, national et international pourront encourager et aider à financer cette activité économique si nous accordons aux domaines suivants, l'attention qu'ils méritent :

- L'accès au marché ;
- L'approche transversale et intégrée ;
- Le partenariat et la mise en réseau pour le financement et le renforcement des capacités.

Les bassins versants nationaux et internationaux sont des instruments propices pour la coopération, le développement et l'intégration au niveau régional. L'absence de structures transversales dans ces bassins et la faiblesse institutionnelle et financière des structures en place minent les bénéfices potentiels du continent. Cette lacune devra être comblée en vue de l'évaluation et de la gestion intégrée des ressources en eau dans l'intérêt de tous les usagers de l'eau et de leurs communautés.

L'Afrique - notamment ses populations pauvres - est particulièrement vulnérable à des catastrophes telles les sécheresses, les inondations et la désertification aggravées par les effets des changements climatiques provoqués par des activités humaines en dehors du continent. Les domaines d'intervention comprennent entre autres :

- L'adoption d'une culture basée sur la prévention, le renforcement des bases de connaissance et des capacités politiques et institutionnelles pour évaluer, contrôler, mitiger les effets du changement et de la variabilité climatiques.
- L'adoption de mesures appropriées pour mitiger les effets des catastrophes et du changement climatique.
- Le renforcement des capacités d'intervention en cas de catastrophes et d'urgence.

Des mesures doivent être prises pour sensibiliser le public et renforcer la volonté politique nécessaire pour le développement durable et la gestion des ressources en eau. Le renforcement des capacités humaines est indispensable à la mise en oeuvre des objectifs de la Gestion Intégrée des Ressources d'Eau (GIRE). Il y a un besoin urgent de créer ou de renforcer les institutions pour la recherche et le partage de l'information.

Mobilisation des fonds nécessaires

A moins que nous n'abordions la question de la pauvreté sous-jacente à laquelle est confrontée une grande proportion de la population africaine, il ne serait possible ni de leur garantir un accès durable à l'eau potable salubre et à l'assainissement ni de

créer sur une base durable des moyens d'existence grâce à l'eau. L'amélioration des revenus familiaux est nécessaire pour que les stratégies basées sur le recouvrement des coûts puissent mobiliser les fonds requis.

Il convient de reconnaître et de renforcer les liens étroits qui existent entre les initiatives relatives à l'eau et les efforts d'ordre général destinés à promouvoir le développement durable de l'Afrique. La coopération en vue de créer les conditions économiques appropriées pouvant permettre à l'Afrique de répondre à ses propres besoins dans les domaines du commerce, des investissements étrangers directs et de l'accès à la technologie s'avère indispensable pour générer les revenus familiaux requis.

L'eau est un bien public utilisé afin de mobiliser le changement économique et sociale. Les gouvernements devraient assurer que les ressources soient mobilisées tout d'abord à partir des sources internes en utilisant les fonds publics pour fournir des services aux pauvres, en faisant payer à ceux qui le peuvent, le coût des services dont ils jouissent et en mobilisant les ressources financières du secteur privé pour atteindre les objectifs nationaux. Le même niveau d'attention doit être accordé au financement des projets en cours de réalisation et à l'entretien tout comme dans le cas de l'investissement initial.

Outre, l'identification et la promotion des activités économiques autofinancées telles que l'énergie hydroélectrique et l'agriculture commerciale, nous devons chercher à mobiliser les fonds pour les investissements essentiels qui ne sauraient être soutenus par les ressources locales ou privées. Il faudrait un investissement de 20 milliards de dollars par an pour le développement des infrastructures du secteur de l'eau comme articulé dans la vision africaine de l'eau pour 2025. Cependant, pour répondre aux besoins pressants de l'eau, l'on devra cibler un investissement initial de 10 milliards de dollars par an réparti comme suit: Un montant annuel d'environ 6 milliards de dollars sera requis pour atteindre les objectifs fondamentaux d'approvisionnement d'eau et d'assainissement. Il faudrait aussi mobiliser 2 milliards de dollars pour promouvoir l'agriculture irriguée et 2 millions de dollars supplémentaires pour le logiciel du développement institutionnel, le renforcement des capacités, la recherche et l'éducation.

Un fond africain de l'eau doit être mis en place et la création de fonds nationaux et au niveau des bassins devraient également être considérées. Ce fonds pourrait soutenir la gestion intégrée des ressources en eau ainsi que les initiatives visant à promouvoir la coopération dans le domaine des bassins transfrontaliers.

Pour mitiger les effets des catastrophes liées à l'eau et des changements climatiques, des mesures appropriées de financement et de compensation devraient être adoptées pour refléter le principe du "pollueur payeur" pour que ces pays qui ont le plus contribué aux problèmes puissent contribuer à leurs solutions.

L'eau est l'affaire de tout le monde

Les peuples africains et leurs gouvernements détiennent la clé de leur propre avenir. Il leur incombe de mettre en place des cadres institutionnels et politiques efficaces et d'assurer la participation de tous les éléments de la société civile et impliquer, dans la mesure du possible, tous les groupes d'intérêt dans le processus de gestion des ressources.

Sur le plan régional et continental, les gouvernements et les autres partenaires devraient collaborer en vue d'assurer l'assistance technique et le soutien nécessaires aux initiatives locales nationales. Les bassins internationaux constituent un élément potentiel de coopération, de développement et d'intégration au niveau régional. Des approches concertées devraient être adoptées et renforcées dans l'intérêt de tous les pays riverains.

Les partenaires africains de la communauté internationale ont un rôle capital à jouer dans la réalisation des objectifs de la Déclaration du Millénaire et du développement durable que nous poursuivons. En égard à l'ampleur des défis, l'apport financier devrait augmenter de façon spectaculaire en assurant la synergie appropriée de l'aide générique au développement, des investissements étrangers et du soutien au développement économique global de l'Afrique, un meilleur accès au marché et en adoptant d'autres mesures appropriées.

La réalisation des objectifs de développement de l'Afrique tel que prévu par le NEPAD et la Vision Africaine de l'Eau ne saurait être possible sans l'action engagée et coordonnée des gouvernements aux niveaux national, sous-régional et continental avec l'appui de la communauté internationale. L'avènement imminent de la Conférence des Ministres Africains sur l'Eau (AMCOW) marquera un tournant décisif vers l'avenir. Nous nous engageons à accorder aux Ministres notre soutien commun pour que cette initiative reçoive l'appui technique, professionnel et administratif adéquats.

Les plans d'action ont beaucoup plus la chance de réussir s'ils sont dotés de systèmes efficaces de suivi, d'évaluation et de responsabilisation. Le Sommet Mondial de Johannesburg 2002 sur le Développement Durable et le Troisième Forum Mondial de l'Eau de Kyoto offrent l'occasion de procéder à un reportage, une évaluation et à un compte rendu structuré du progrès réalisé depuis le Forum Mondial de l'Eau qui s'est tenu à la Haye en l'an 2000 et au cours duquel des cadres d'action avaient été créés. Nous recommandons que ces événements servent de base pour évaluer le progrès africain dans son ensemble, identifier et proposer des actions susceptibles d'aider à combler les lacunes entre les engagements, les prestations et les objectifs. Le chapitre Africain du Programme Mondial pour l'Evaluation de l'Eau pourrait servir de base pour appuyer ce processus.

Fait à Accra le 17 Avril 2002.

